

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
MARDI 7 JUIN 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
10	0	6
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 22/329</b>  <b>CONVENTION ENTRE LA DECHETTERIE PROFESSIONNELLE ECORECEPT A FLASSANS- SUR-ISSOLE ET LA STATION D'EPURATION AMPHORA - TRAITEMENT DES EAUX D'EXTINCTION D'INCENDIE - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVAR.

**ABSENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre COLIN.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/329**

**BUREAU DU 7 JUIN 2022**

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA DECHETTERIE  
PROFESSIONNELLE ECORECEPT A FLASSANS-SUR-  
ISSELE ET LA STATION D'EPURATION AMPHORA -  
TRAITEMENT DES EAUX D'EXTINCTION D'INCENDIE -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L.5211-9-2,

**VU** le Code des Communes et en particulier son article R.372-12,

**VU** le Code de la Santé Publique et en particulier ses articles L.1331-10 modifié, L.1331-11, L.1331-15 et R.1331-2,

**VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles R.211-11-1 ; R.211-11-2 et R.211-11-3 (programme de réduction des substances dangereuses dans le milieu aquatique) et les arrêtés des 20 avril 2005, 27 avril 2005, 30 juin 2005, 6 septembre 2005 et 21 mars 2007 pris pour leur application ainsi que les circulaires du 7 mai 2007 (« normes de qualité environnementale provisoires (NQE<sub>p</sub>)») et du 5 janvier 2009 (mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique dans les rejets des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation),

**VU** le décret n° 2000-237 du 13 mars 2000 pris pour l'application des articles L.2224-7 à L.2224-12 du C.G.C.T.,

**VU** le décret n°2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T.,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017, portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du C.G.C.T.,

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

**VU** l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,

**VU** le Règlement Sanitaire Départemental et plus particulièrement son article 29.2,

**VU** la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations du Conseil Métropolitain au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n°15/09/121 du 24 septembre 2015 approuvant le Règlement du Service Communautaire d'Assainissement Collectif de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la convention relative au traitement des eaux d'extinction de l'incendie ci-annexée,

**CONSIDERANT** que les effluents issus des eaux d'extinction de l'incendie sur la plateforme ECORECEPT située carrière Saint Baillon à Flassans-sur-Issole survenu le 01 février 2022 doivent faire l'objet d'une dépollution,

**CONSIDERANT** que le maître d'ouvrage de la station d'épuration d'AmphorA est la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**CONSIDERANT** que le protocole de traitement ne doit en aucun cas dégrader la station d'épuration ou le process de traitement,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer la convention de traitement des eaux d'extinction de l'incendie de la société ECORECEPT de Flassans-sur-Issole survenu le 1<sup>er</sup> février 2022, sur la station d'épuration d'AmphorA.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM à prendre toutes dispositions nécessaires à la mise en œuvre, l'application et le respect de cette convention.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les recettes générées seront inscrites au budget annexe de l'assainissement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

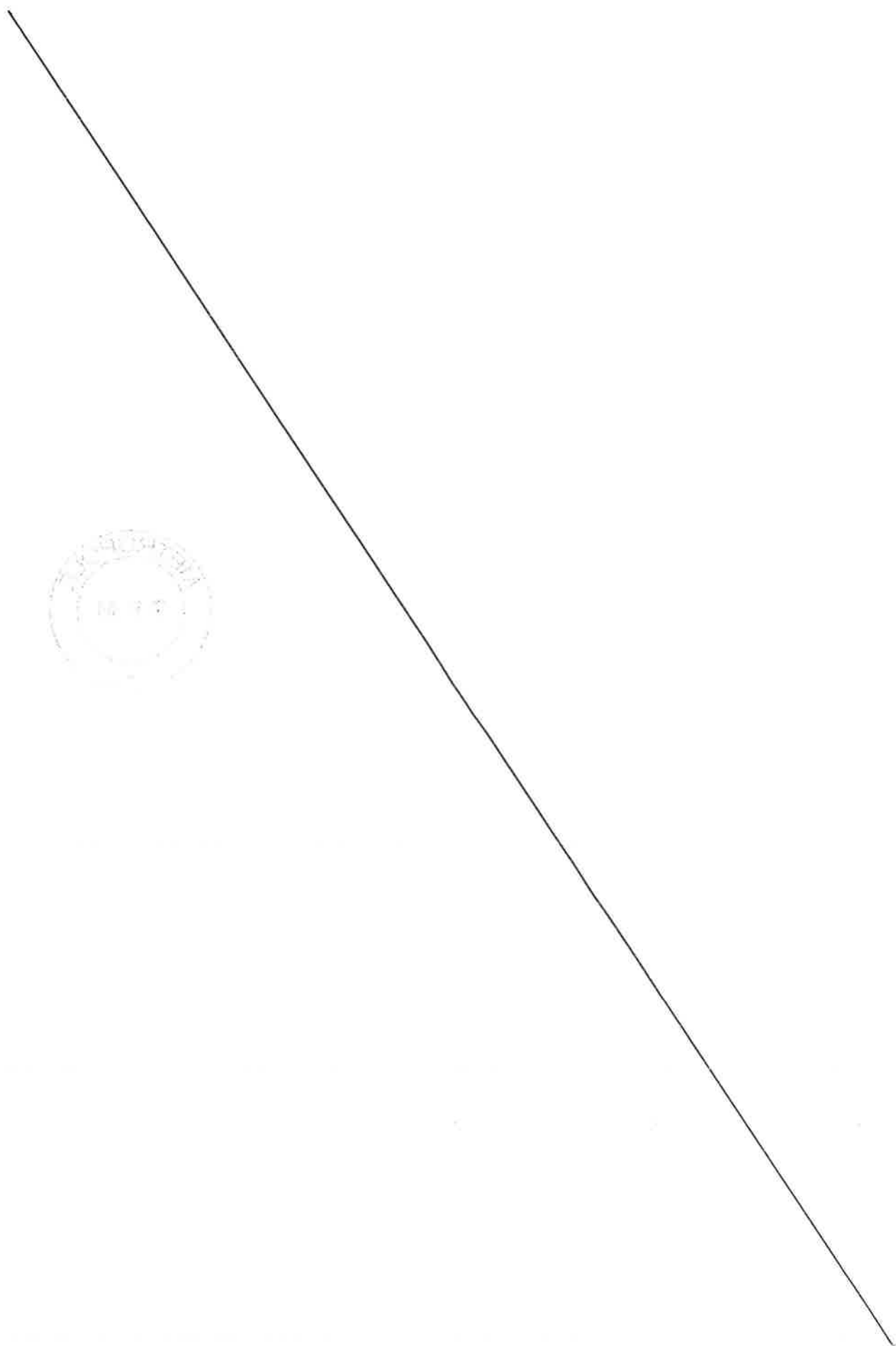
Fait à Toulon, le 7 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	10
CONTRE	0
ABSTENTION	0





---

**Station d'épuration d'AmphorA**

---

**Convention relative au  
traitement des eaux  
d'extinction  
de l'incendie de la  
déchetterie de  
Flassans sur Issole  
ECORECEPT du  
01/02/2022**

**Entre les soussignés :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée faisant élection de domicile à TOULON, 107 boulevard Henri Fabre, Maître d'Ouvrage de la station d'épuration des eaux usées de l'Almanarre,

Et

La Société ECORECEPT, immatriculée au RCS sous le n°B 828 244 699, faisant élection de domicile au 201 impasse des Peyrouas, 83340 Flassans-Sur-Issole, représentée par Monsieur Stephane BONIFAY, désignée ci-après par l'Entreprise,

d'une part,

Et

La société Veolia Eau – Compagnie des Eaux et d'Ozone, SCA immatriculée au RCS Nanterre sous le n°775 667 363, représentée par Monsieur Olivier CAVALLLO, en tant que délégué de l'exploitation de la station d'épuration des eaux usées d'AmphorA, désignée ci-après par l'Exploitant,

d'autre part,

**Préambule**

Le 1er février 2022 vers 17h00, un incendie s'est déclaré sur la plateforme ECORECEPT située carrière Saint BAILLON à FLASSANS SUR ISSOLE. Cette plateforme est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et constitue un centre de collecte de déchets de chantier. La zone incendiée était une zone de stockage de déchets ultimes destinés à être évacués vers un centre d'enfouissement.

Les pompiers de BRIGNOLES sont intervenus et ont éteint le feu avec de l'eau sans utilisation d'adjuvant. Les eaux d'extinction de l'incendie ont été recueillies et stockées dans les deux bassins de rétention présents sur le site.

Sur demande de la société ECORECEPT et après accord de la Direction Départementale des Territoires de la Mer du Var (DDTM) et de la Métropole TPM, Veolia a accepté que les eaux re-pompées dans les bassins de rétention soient acheminées vers l'unité de dépollution d'AMPHORA à la Garde. Elles ont été stockées dans les bassins d'accueil des matières de vidange avant d'être injectées dans la filière pour traitement.

Les parties ont convenu des modalités de traitement des eaux stockées.

**il a été convenu ce qui suit :**



## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de décrire les conditions d'admission et de traitement des eaux d'extinction de l'incendie de la déchetterie gérée par la société ECORECEPT en date du 9 février 2022 dans les installations de la station d'épuration d'AmphorA afin qu'elles soient traitées tout en respectant le bon fonctionnement de la station.

## **ARTICLE 2 – NATURE DES EFFLUENTS ADMIS SUR L'ALMANARRE**

Après analyse et tests réalisés par l'exploitant, l'exploitant et les services de l'Etat ont validé l'admission de ces effluents avec une dilution de 1/100 sur la station d'épuration d'AmphorA, sans risque de dégradation du traitement.

## **ARTICLE 3 – PROTOCOLE D'ADMISSION ET DUREE**

Injection dans la filière de traitement :

- Débit de 4 m<sup>3</sup>/h sur la période journalière de 8h00 à 24h00, par pompage.
  - Injection en entrée de station.
  - Durée de l'opération :
- Début de l'injection le 11/02/2022 jusqu'au 15/02/2022.

Protocole de suivi du traitement pendant l'injection, fait par l'exploitant :

- Suivi global du fonctionnement de la Step.
- Suivi du fonctionnement du traitement physico-chimique.
- Suivi du fonctionnement du traitement biologique.

Ce protocole de suivi est rémunéré via un accord de droit privé entre l'Exploitant et l'Entreprise.

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT**

L'Exploitant assurera le fonctionnement de l'ensemble de la station d'épuration (file eau et boues).  
Il respectera la réglementation en vigueur relative aux déchets.

## **ARTICLE 5 – OBLIGATION DE L'ENTREPRISE**

Seules les eaux d'extinction sont acceptées sur la filière de traitement de la station d'épuration.

Le traitement et l'évacuation des déchets solides et des décantats ainsi que le nettoyage des bassins sont à la charge de l'Entreprise.

Les bassins devront être vides et propres dans les 7 jours suivants la fin du pompage des effluents.

## **ARTICLE 6 – MODIFICATIONS - RESERVES**

Les modalités d'acceptation décrites dans les articles précédents s'entendent en cas de non dégradation des ouvrages et de la file de traitement.

Si un quelconque dysfonctionnement de la station d'épuration ou dégradation du traitement dû à l'admission des eaux d'extinction de l'incendie survenait, les conditions de la présente convention seraient revues par voie d'avenant et tous les dommages seraient à la charge de l'Entreprise.

## ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIERES

### Calcul du coefficient de pollution Cp

Le coût de traitement des eaux d'extinction est basé sur le coût de traitement d'un effluent non domestique sur la station d'épuration.

Conformément au règlement d'assainissement de la Métropole TPM, la redevance d'assainissement appliquée aux effluents non domestiques (RAi) est réajustée suivant la formule :

$$RAi = RAd \times Cp$$

- où RAd est la redevance appliquée aux usagers domestiques (en € HT/m<sup>3</sup>) et votée par le Conseil Métropolitain (voir article 23 du règlement du service d'assainissement collectif)
- et Cp est le Coefficient de pollution (Cp) défini selon les caractéristiques des eaux d'extinction en application de la formule suivante :

$$Cp = 0,3 + 0,6 \times \left[ 0,5 \times \frac{DCOi}{DCOu} + 0,3 \times \frac{MESi}{MESu} + 0,1 \times \frac{DBO5i}{DBO5u} + 0,1 \times \frac{Cli}{Clu} \right] + 0,1 \times \lambda$$

Où :

- 0,3 correspond à la part fixe du fonctionnement du service, non imputable à un paramètre ;
- 0,6 correspond à la part traitement des paramètres DCO, MES, DBO5 et Chlorures, pondérés en fonction de leur impact sur le fonctionnement des stations d'épuration ;
- 0,1 correspond à la part traitement des autres paramètres ne respectant les valeurs limites indiquées dans le présent règlement ou issues de l'arrêté du 2 février 1998 ;

Avec les valeurs indicées i (industriel) caractérisant l'effluent eaux d'extinction et les valeurs indicées u (urbain), étant les concentrations de référence pour un effluent urbain, soit DCOu = 600 mg/l ; MESu = 300 mg/l ; DBO5u = 300 mg/l ; Clu = 150 mg/l.

Chaque ratio (i/u) est indépendant et ne peut être inférieur à 1.

$\lambda = (1+n)$ , n étant le nombre de paramètres dépassant les valeurs limites imposées;  $n \geq 0$ .

Compte tenu des résultats de la campagne d'analyses réalisée, le coefficient de pollution (Cp) est égal à 1,14. (DCOi = 284 mg/l ; MESi = 28 mg/l ; DBO5i = 74 mg/l ; Cli = 500 mg/l ;  $\lambda = 0$ )

### Calcul de la redevance assainissement RA :

RA 2022 = part délégataire traitement AmphorA + part Métropole TPM = 0,7790 + 1,1035 - 0,39 = 1,4925 € HT / m<sup>3</sup>

La part collecte n'est pas appliquée dans la mesure où il s'agit d'un traitement direct sur la STEP.

**RA eaux d'extinction = 1,4925 \* 1.14 = 1,7015€ HT / m<sup>3</sup> effluent brut**

### Flux de référence :

Au vu des bordereaux de suivis de déchets émis par l'entreprise, le volume d'eaux d'extinctions envoyé sur AmphorA est de 113,42 m<sup>3</sup>.

## ARTICLE 8 – FACTURATION

L'Exploitant adressera une facture accompagnée d'un récapitulatif des volumes à l'Entreprise.  
Le paiement sera effectué au nom de l'Exploitant dans un délai de 30 jours suivant la présentation de la facture sur le compte de l'exploitant dont les références seront précisées sur la facture.

En cas de retard de paiement, l'Exploitant a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La part de la Métropole TPM de la redevance fera l'objet d'une émission de titre de la Métropole TPM à l'exploitant au regard des volumes traités.

## ARTICLE 9 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Toutes contestations pouvant surgir à l'occasion de l'application des clauses de la présente convention seront soumises au Tribunal compétent.

Fait à Toulon  
Le.....  
*Pour la Collectivité,*  
*Le Président de Métropole*  
*TPM*  
*H. FALCO*

Fait à Flassans-sur-Issole  
Le.....  
*Pour l'Entreprise*  
*ECORECEPT,*  
*J. SANTIAGO*

Fait à La Garde  
Le.....  
*Pour l'Exploitant VEOLIA,*  
*O. CAVALLO*

**Eaux d'extinction de l'incendie de la déchetterie de Flassans sur Issole -  
ECORECEPT du 09/02/2022**

**Modalités financières d'admission sur la file de traitement de la STEP  
d'AmphorA – redevance assainissement**

**Analyses eaux d'extinction et valeurs limites effluent admissible sur STEP urbaine**

Selon le Règlement d'assainissement de la Métropole TPM et l'arrêté du 2 février 1998 aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

Paramètres	Valeurs de concentration repères	Analyses eaux d'extinction brutes (09/02/2022)	Unité
	Maximum		
Matières en Suspension (MES)	1000	28	mg/l
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	1000	284	mg/l
Demande Biochimique en Oxygène (DBO5)	800	74	mg/l
Chlorures (Cl)	500	500	mg/l
Température	30	19,5	° C
pH	Min 5,5 – max 8,5	7.6	
HAP	5	0.013	mg/l
Azote global (NGL)	150	Non réalisé	mg/l
Azote Kjeldahl (NTK)	100	Non réalisé	mg/l
Phosphore total (Pt)	50	Non réalisé	mg/l
Sulfates	400	Non réalisé	mg/l
Phénols	0,3	Non réalisé	mg/l
Composés Halogénés (AOX ou EOX)	1	0.11	mg/l
Solvants chlorés totaux (tétrachloroéthylène, trichloroéthylène, dichlorométhane)	0,5	Non réalisé	mg/l
Cyanures (Cn)	0,1	<0.05	mg/l
Aluminium (Al)	5	0.335	mg/l
Argent (Ag)	0,1	<0.002	mg/l
Arsenic (As)	0,05	<0.004	mg/l
Cadmium (Cd)	0,2	<0.001	mg/l
Chrome (Cr) hexavalent et composés	0,1		mg/l
Chrome (Cr) et composés	0,5	0.007	mg/l
Cuivre (Cu)	0,5	0.018	mg/l
Etain (Sn)	2	Non réalisé	mg/l
Fer (Fe)	5	Non réalisé	mg/l
Fluor (F) et composés	15	Non réalisé	mg/l
Manganèse (Mn)	1	Non réalisé	mg/l
Mercure (Hg)	0,05	Non réalisé	mg/l
Nickel (Ni)	0,5	0.007	mg/l
Plomb (Pb)	0,5	0.026	mg/l
Zinc (Zn)	2	0.122	mg/l

### Coût de traitement des eaux d'extinction

Le coût de traitement des eaux d'extinction est basé sur le coût de traitement d'un effluent non domestique sur la station d'épuration.

Conformément au règlement d'assainissement de la Métropole TPM, la redevance d'assainissement appliquée aux effluents non domestiques ( $RA_i$ ) est réajustée suivant la formule :  **$RA_i = RA_d \times C_p$**

- où  $RA_d$  est la redevance appliquée aux usagers domestiques (en € HT/m<sup>3</sup>) et votée par le Conseil Métropolitain (voir article 23 du règlement du service d'assainissement collectif)
- et  $C_p$  est le Coefficient de pollution ( $C_p$ ) défini selon les caractéristiques des eaux d'extinction en application de la formule suivante :

$$C_p = 0,3 + 0,6 \times \left[ 0,5 \times \frac{DCO_i}{DCO_u} + 0,3 \times \frac{MES_i}{MES_u} + 0,1 \times \frac{DBO5_i}{DBO5_u} + 0,1 \times \frac{Cl_i}{Cl_u} \right] + 0,1 \times \lambda$$

Où :

- 0,3 correspond à la part fixe du fonctionnement du service, non imputable à un paramètre ;
- 0,6 correspond à la part traitement des paramètres DCO, MES, DBO5 et Chlorures, pondérés en fonction de leur impact sur le fonctionnement des stations d'épuration ;
- 0,1 correspond à la part traitement des autres paramètres ne respectant les valeurs limites indiquées dans le présent règlement ou issues de l'arrêté du 2 février 1998 ;

Avec les valeurs indicées i (industriel) caractérisant l'effluent eaux d'extinction et les valeurs indicées u (urbain), étant les concentrations de référence pour un effluent urbain,  
Soit  $DCO_u = 600$  mg/l ;  $MES_u = 300$  mg/l ;  $DBO5_u = 300$  mg/l ;  $Cl_u = 150$  mg/l.

Chaque ratio (i/u) est indépendant et ne peut être inférieur à 1.

$\lambda = (1+n)$ , n'étant le nombre de paramètres dépassant les valeurs limites imposées;  $n \geq 0$ .

#### Calcul du coefficient de pollution des eaux d'extinction:

- $DCO_i = 284$
- $MES_i = 28$
- $DBO5_i = 74$
- $Cl_i = 500$
- $\lambda = 1 + 0$

$$C_p \text{ eaux d'extinction} = 0,3 + 0,6 \times \left[ 0,5 \times 1 + 0,3 \times 1 + 0,1 \times 1 + 0,1 \times \frac{500}{150} \right] + 0,1 \times 1 = 1.14$$

#### Calcul de la redevance assainissement :

$RA_{2022} = \text{part délégataire traitement AmphorA} + \text{part Métropole TPM} = 0,7790 + 1,1035 - 0,39 = 1,4925$  € HT / m<sup>3</sup>

Pas de part collecte appliquée car traitement direct sur la STEP.

**$RA \text{ eaux d'extinction} = 1,4925 \times 1.14 = 1,7015$  € HT / m<sup>3</sup> effluent brut**

#### Flux de référence :

Le volume d'eaux d'extinctions envoyé sur AmphorA est de 113,42 m<sup>3</sup>.

Les flux à traiter (dilution 1/100) ont été définis en fonction du résultat des analyses caractérisant l'effluent afin de ne pas perturber le process.

Les modalités d'admission sont établies sur la base d'un débit maximal admissible estimé à 4 m<sup>3</sup>/heure.

Coût du traitement redevance assainissement : 192,98 € HT

